

Ordre du jour

1.

Dépôt d'un projet de loi
2.

Communications
3.

Ordre du jour
4.

Question avec débat N° 39 de M. Lucien Lux relative à la revalorisation de certaines professions de santé
5.

5145 - Projet de loi sur l'administration du patrimoine du régime général de pension
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6.

5290 - Projet de loi portant approbation
 - d'une Déclaration solennelle, exprimant la volonté du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique de renforcer leur coopération sur la base des liens de confiance qui se sont développés dans le passé,
 - du Protocole portant modification de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002 et de la nouvelle Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise en résultant,
 - du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation de la Convention établissant entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accises perçus sur les alcools, du 23 mai 1935,
 - du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation du Protocole spécial entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique relatif à l'agriculture, du 29 janvier 1963,
 - du Protocole, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002, portant abrogation du Protocole entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à l'association monétaire et de son Protocole d'exécution, du 9 mars 1981,
 - de l'Acte final, signé à Bruxelles, le 18 décembre 2002
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7.

5314 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers ; 2. le contrôle médical des étrangers ; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère
(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8.

5023 - Projet de loi modifiant
 - 1) la loi du 30 juillet 1999 concernant
 - a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle
 - b) la promotion de la création artistique
 - 2) la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mmes Erna Hennicot-Schoepges et Anne Brasseur, MM. Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Assentiment)

Den Här Statssekretär Eugène Berger huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Eugène Berger, *Secrétaire d'État à l'Environnement*.- Merci, Här President. Duerch Arrêté vum 2. Abrëll 2004 erlaabt de Grand-Duc mer hei de

- *Projet de loi 5327 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

ze déposieren.

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun engem Projet de loi duerch den Här Statssekretär Eugène Berger. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommission respektiv un de Statsrot weidergeleet.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. La liste des projets de loi déposés au Greffe de la Chambre des Députés depuis le 1^{er} avril 2004 est déposée sur le bureau et sera publiée au compte rendu.

Liste des projets de loi déposés à partir du 1^{er} avril 2004

1) 5322 - Projet de loi modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Dépôt: M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 01.04.2004

2) 5323 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slované et la République Slovaque à l'Espace Économique Européen et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 14 octobre 2003

Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

3) 5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

4) 5325 - Projet de loi portant approbation du Protocole no. 12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000

Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

5) 5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2003

Dépôt: Mme le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

3. Par lettre du 7 avril 2004, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des positions, recommandations et résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 8 au 11 mars 2004:

résolution sur l'amélioration du contrôle de l'application du droit communautaire

résolution sur le premier rapport sur la mise en oeuvre de la directive relative à la protection des données

recommandation à l'intention du Conseil sur les droits des détenus dans l'Union européenne

position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'Accord d'Adhésion de la Communauté européenne à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 telle que modifiée par le protocole de Vilnius du 3 juin 1999

recommandation à l'intention du Conseil sur le droit des prisonniers de Guantanamo à un procès équitable

position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technique entre la Communauté européenne et l'État d'Israël

résolution sur la préparation du Conseil européen des 25 et 26 mars 2004

résolution sur les progrès enregistrés en 2003 dans la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE)

résolution sur le rapport global de suivi sur le degré de préparation à l'adhésion à l'UE de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slované et de la Slovaquie

résolution sur les progrès réalisés par la Bulgarie sur la voie de l'adhésion

résolution sur les progrès réalisés par la Roumanie sur la voie de l'adhésion

résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions „Proposition de rapport conjoint - Soins de santé et soins pour les personnes âgées: soutenir les stratégies nationales visant un degré élevé de protection sociale“.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, hat d'Chamber sech an hirer Sitzung vum 1. Abrëll mam Vorschlag vun der Präsidentenkonferenz averstanen erkläert. No-dréilech ass awer beschloss ginn, de Projet de loi 5213 iwwert d'Friedensgerichter ze amendéieren. D'Regierung hirersäits huet op den dréngleche Charakter vun de Projets de loi 5290 an 5314 higewisen.

Mam Averständnis vun der Chamber géif den Ordre du jour vun haut de Mëtteg folgendermassen ausgesinn: Als éischt d'Question avec débat N° 39 vum Här Lucien Lux, duerno de Projet de loi 5145 iwwert de Patrimoine vum Pensionsregime, de Projet de loi 5290, verschidden Ofkommesprotokoller mat der Belsch, de Projet de loi 5314 iwwert d'Areas an den Openthalt vun den Ausländer, an da schlussendlech de Projet de loi 5023 iwwert de Statut vum Artist.

Den Orde du jour vu muer a vun iwwermuer géif onverännert bleiwen.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Als éischte Punkt vun eiser Tagesuerdnung hu mer dann d'Question avec débat N° 39 vum Här Lucien Lux iwwert d'Gesondheitsberuffer. Et handelt sech heibäi ëm eng Demande d'interpellation, déi laut Artikel 83 vum Chamberreglement an eng Question ëmgewandelt ginn ass. Dem Auteur vun der Question sti fënnf Minutten zou fir seng Haaptfro a fir no der Antwort vum Minister seng Zousazfro virzedoen. Der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten zur Verfügung. D'Wuert huet elo den Här Lucien Lux.

4. Question avec débat N° 39 de M. Lucien Lux relative à la revalorisation de certaines professions de santé

M. Lucien Lux (*LSAP*).- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, den Artikel 83 vun eise Reglement léisst also zou, dass eng Interpellatioun, déi eis d'Geleeënheet de Mëtteg ginn hätt, e bësse méi am Fong iwwert de Sujet ze schwätzen, ëmzewandelen an eng Question vu fënnf Minutten. Dir verstitt also, dass et schwierig wäert sinn, fir déi Problematik vun der Interpellatioun an déi kuerz Zäit do eranzepräsen.

De But vun der Interpellatioun sollt a sech sinn, fir d'Gesetz vun 1992 iwwert d'Opwärtung deemools vun de Gesondheitsberuffer eng Kéier op de Métier ze huelen an e Bilan ze zéien, awéiwäit dass déi Zilsetzungen, déi mir eis deemools gesat hatten, sech an der Tëschenzäit entweder am gudden oder am schlechte Sënn entwéckelt hätten. Dir wësst, dass et 1992 virun allem drëm gaangen ass, fir engersäits den Imageproblem vun deene Beruffer ze änneren, an déi richteg Richtung ze drainéieren, d'Relatioun tëschent Dokteren an den deemolegen nach paramedezineschen Beruffer - an dem Begrëff paramedezinesch loun jo schonn e bëssen déi paternalistesche Aart a Weis dran, wéi déi Relatioun gesi gëtt - ze änneren an natierlech och iwwert déi Entwécklung insgesamt vun der Carrière a vum Beruff a sengem Profil insgesamt eppes an déi richteg Richtung ze leeden.

Ob dat an der Zwëschenzäit an déi richteg Richtung gaangen ass, war a sech dat, wat mir och sollten diskutéieren. Tatsaach ass, dass mer feststellen, an deene leschte Méint a Joren, dass d'Professioun ëmmer méi Problemer krëtt, Rekrutierungsproblemer, déi sech einfach quantifizéieren loosse, awer och Problemer en tant que tel an hirem Profil an hirer Aart a Weis dobaussen an no bannen ze funktionéieren.

Wann ee sech nëmmen d'Zuelen hält innerhalb vun dem Lycée technique vun de Gesondheitsberuffer, da waren 1999 499 Schüler ageschriwwen, an haut 285. Wann een insgesamt de Réckgang gesäit innerhalb vun deem Lycée vum insgesamt 14%, bei den Infirmiersprofessionen vun 43%, da weist dat, wat fir eng Problemer sech do stellen. An déi zwee Ministeren, déi méi direkt zoustänneg sinn, d'Madame Brasseur an den Här Carlo Wagner, hu viru kuerzem eng Sensibiliséierungscampagne lancéiert, déi jo mengen ech sollt de Versuch jiddefalls maachen, fir deem Rekrutierungsproblem do entgéintzewierken, a wann ech et gutt am Kapp hunn, misst elo och den 8. Mee eng Kéier eng Porte ouverte sinn am Lycée technique, fir d'Diere grouss opzemaachen, fir der Professioun en Hoff ze ginn.

D'Attraktivitéit vun de Gesondheitsberuffer hänkt u ville Saachen. Ech mengen, ech ka se net alleguerten opzielen, dat geet sécherlech vum Verdéngscht iwwert d'Aarbechtskonditiounen hin zu der Carrière, hunn ech gesot, an natierlech och zur Formatioun.

Déi éischt Fro ass u sech direkt déi, wéi mir an der Formatioun do weiderkommen. Ech mengen, dat ass déi gréisst Diskussioun, déi am Moment gefouert gëtt. Déi 11. Direktiv 77/453/CEE schreift dräi Joer Ausbildung mat insgesamt 4.600 Ausbildungsstonne vir. Déi Iddi fir déi zousätzlech Stonnen, déi sech dann hei stellen, déi 1.000 zousätzlech Stonnen, fir déi an dat drëtt Ausbildungsjoer eranzepräsen, ass eng Iddi, déi bei den Associatiounen, deene betroffenen Associatiounen an och bei de Gewerkschaften op vill Oppositioun stéisst.

Et stellt sech dann natierlech d'Fro, ob mir sollten an d'Richtung goen vum engem véierten Ausbildungsjoer no der Onzième. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi diskutéiert gëtt. Wann een déi eenzel Stellungnahmen hält, ech hunn elo eng gesinn de 16. Abrëll - dat war also dës Woch -, e Communiqué am „Lëtzebuerger Wort“, wou d'CSV-Fraktioun zesumme war mat den Interesséierten aus dem Milieu a sech dofir ausschwätzt, fir d'Unzuel vun de Grondausbildungsjoren op véier eropzesetzen.